

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 5 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE NC

17 Avenue du Noyer à la Malice
ZAC DE LA BUTTE AUX BERGERS
95380 Louvres

Références : UD95 – 2024 – 307
Code AIOT : 0006520779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement LOGISTIQUE NC implanté 17 Avenue du Noyer à la Malice ZAC DE LA BUTTE AUX BERGERS 95380 LOUVRES. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE NC
- 17 Avenue du Noyer à la Malice ZAC DE LA BUTTE AUX BERGERS 95380 LOUVRES
- Code AIOT : 0006520779
- Régime : Enregistrement

La société Logistique NC réalise une activité de stockage et de préparation de commandes à destination de magasins ou pour des commandes web. Les produits stockés sont du textile et des chaussures.

Thèmes de l'inspection :

- État des stocks
- Accessibilité du site aux services de secours
- Entretien des moyens de défense contre l'incendie
- Système de protection contre la foudre
- Vérification électrique
- Plan de défense incendie et exercice incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1	Demande d'action corrective	4 mois
3	Mise à disposition des documents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Demande d'action corrective	4 mois
4	Entretien des moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
6	Entretien des portes coupe-feu et désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
7	ARF et étude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 et 19	Demande d'action corrective	4 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	4 mois
12	Portes piétons coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
13	Charge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17.	Demande d'action corrective	4 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet
5	Entretien du sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
8	Vérification des installations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15.	Sans objet
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...] <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <ol style="list-style-type: none">2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks de la veille (26 mars 2024) sous la forme d'un fichier excel. Cet état des stocks indique la quantité de matière stockée en masse et en volume. Cet état des stocks précise le type de matière stockée (textile, chaussures, bois et cartons). Le tableur présente sur un premier onglet la quantité de matière dans tout l'entrepôt et dans un second onglet la quantité de matière par cellule. L'exploitant précise qu'il ne stocke pas de produit dangereux.</p> <p>Cet état des stocks est associé à un plan du site présentant également les locaux techniques du site (chaufferie, sprinklage, local électrique).</p> <p>Ces éléments permettent de répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel.</p> <p>Observation : Le plan des stockages pourrait être amélioré en s'appuyant sur les recommandations formulées dans le courrier du 8 janvier 2024, co-signé par l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours du Val d'Oise. L'exploitant pourrait notamment ajouter des photos pour illustrer les modalités de stockage mises en œuvre sur le site qui sont différentes d'une cellule à l'autre (racks, étagères, mezzanine, stockage sur cintres...).</p> <p>La mise à disposition de l'état des stocks est abordée dans un point de contrôle suivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le site est accessible. Les voies engins ne sont pas encombrées. En période d'ouverture de 4 h à environ 21 h, un gardien est présent sur site. En période de fermeture, le site est télésurveillé. L'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement de l'alarme incendie, le prestataire en charge de la télésurveillance réalise une levée de doute par vidéosurveillance et avec le déplacement d'un agent. Le prestataire est la société Khéops Sécurité. L'exploitant a présenté le contrat avec la société confirmant qu'il réalise la levée de doute. L'exploitant a indiqué en inspection que la levée de doute est réalisée en 15-20 min, sans montrer d'engagement du prestataire. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un document montrant le délai d'intervention du télésurveilleur. Suite à l'inspection, l'exploitant n'a transmis aucun élément relatif au délai d'intervention pour la levée de doute. En période de fermeture de l'entrepôt, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer qu'il peut mettre à la disposition des services de secours un accès à son établissement dans un délai quasi immédiat. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 3.1 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments démontrant qu'il est en mesure de mettre à la disposition des services de secours un accès à son établissement immédiat quelle que soit la période.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Mise à disposition des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition des documents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie présentant les plans du site. Ce plan de défense incendie est présent à l'entrée du site, avec le gardien qui est formé SIAP. En revanche, en période de fermeture, aucun agent n'est en mesure de mettre à disposition des services de secours les plans des locaux, l'état des stocks. Non-conformité n°2 : Contrairement aux articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'est pas en mesure de mettre à disposition des services de secours certains documents d'information en période de fermeture, notamment les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Entretien des moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9

(guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...]

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle des extincteurs et RIA réalisé par Desautel et daté du 22 septembre 2023. La société conclut à des non-conformités sur les RIA. L'exploitant a présenté un devis signé de remise en conformité du 3 janvier 2024. L'exploitant a indiqué que la réparation n'a pas encore été réalisée.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des attestations de septembre 2022 de formation à l'utilisation d'extincteurs et de RIA. L'exploitant a indiqué que les personnes en CDI sont formées à l'utilisation des dispositifs de secours. Des formations pour les nouveaux arrivants et des recyclages sont régulièrement réalisés. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre des attestations plus récentes. Celles-ci n'ont pas été transmises.

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 13 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'attestation de formation récente de son personnel aux moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant a présenté pour les poteaux incendie un rapport de contrôle multipoteaux réalisé le 29 août 2019 par la société GEO TP indiquant que des débits supérieurs à 60 m³/h (autour de 90 m³/h sur chaque poteau) sont mesurés en simultané sur les 6 poteaux du site. L'exploitant est donc en mesure de confirmer l'atteinte du débit requis par le D9 de 240 m³/h (article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2021).

Par ailleurs, l'exploitant a présenté un "rapport" de contrôle des poteaux incendie du site par la société DESAUTEL daté du 22 juin 2023. Ce rapport indique qu'il n'y a pas de commentaire, mais ce rapport n'indique pas non plus les constats faits (pas d'information sur les débits, l'état des poteaux...). Enfin, ce contrôle ne semble pas avoir traité le poteau d'aspiration de la réserve d'eau.

Observation : L'exploitant doit demander à son prestataire un rapport de contrôle plus exhaustif concernant les poteaux incendie. Ce rapport doit indiquer les contrôles effectués sur les poteaux et les débits obtenus. Le contrôle doit aussi porter sur le poteau d'aspiration (vérification du bon

état du poteau).
Observation : Une fois la ZAC des bois du temple terminée, l'inspection demande à l'exploitant de refaire un test multipoteaux démontrant que les modifications faites sur le réseau n'impactent pas les débits d'eau disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Entretien du sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du sprinklage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle du système de sprinklage réalisé par la société EQUANS (AXIMA). Le contrôle est daté du 15 janvier 2024. Le contrôle est réalisé selon la norme NFPA. Le rapport conclut à l'absence de risque de mise en échec, mais des non-conformités sont constatées.</p> <p>10 non-conformités sont constatées : 8 datent du 16 mai 2022 et 2 datent du dernier contrôle. L'exploitant a indiqué que la prise en charge des non-conformités de 2022 est en discussion avec le propriétaire. L'exploitant a présenté un devis de remise en conformité réalisé par la société QIM daté de mars 2024.</p> <p>Observation : L'exploitant doit lever les non-conformités relatives à son sprinklage dans les meilleurs délais. Ce point fera l'objet d'un suivi lors de la prochaine inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du groupe motopompe du 11 juillet 2023 par la société AXIMA. L'inspection a également constaté que le groupe motopompe est bien contrôlé toutes les semaines.</p> <p>En outre, l'installation a fait l'objet d'une modification avec l'ajout d'une mezzanine (ayant fait l'objet d'un PAC). L'exploitant a présenté un rapport de la société SC engineering du 8 juin 2023 confirmant que le sprinklage au niveau de cette mezzanine est conforme au référentiel NFPA 13.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien des portes coupe-feu et désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des portes coupe-feu et désenfumage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle du désenfumage par la société Desautel daté du 29 juin 2023 concluant à la conformité de l'installation. Pour les portes coupe-feu, l'exploitant a présenté un rapport de la société RDI du 4 octobre 2023 indiquant que 2 portes coupe-feu sont défaillantes. L'exploitant a présenté un devis du 25 mars 2024. L'exploitant a indiqué que ces deux portes ont un fusible cassé. Une des deux portes se ferme quand même bien sur déclenchement de la détection. La seconde en revanche ne se ferme pas. Lors de l'inspection, il a été constaté que la porte coupe-feu défaillante est laissée ouverte en permanence. L'exploitant a indiqué que les employés sont sensibilisés à son défaut. En revanche, l'exploitant a indiqué que la porte reste ouverte en période de fermeture du site. Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant ne fixe pas de mesure compensatoire à une défaillance d'une porte coupe-feu. L'exploitant doit prévoir les mesures nécessaires pour que la porte coupe-feu défaillante puisse être utile en cas de feu (en laissant toujours la porte fermée par exemple). L'exploitant doit faire réparer ses portes coupe-feu dans les meilleurs délais et transmettre les éléments qui montrent que ses portes coupe-feu sont réparées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : ARF et étude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19
Thème(s) : Risques accidentels, ARF et étude technique foudre
Prescription contrôlée : <u>Article 18 :</u> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. ----- <u>Article 19 :</u> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : L'exploitant dispose d'une ARF et d'une étude technique datées du 14 octobre 2016 réalisées par Energie Foudre. L'exploitant dispose du DOE réalisé par la société 3AC foudre daté du 11 juillet 2018. En revanche, les rapports de vérification foudre indiquent que l'exploitant n'a pas mis à la disposition du vérificateur le carnet de bord. Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'un carnet de bord pour les vérifications foudre. L'exploitant devra le retrouver ou le réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Vérification des installations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. [...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 22 février 2023 (vérification visuelle) réalisé par la société Pouyet Paratonnerre. L'exploitant a aussi présenté le rapport de 2022 (date non retenue) qui est bien une vérification complète.</p> <p>Les rapports indiquent que les installations sont conformes. Le seul point de non-conformité est l'absence de carnet de bord (cf. point de contrôle précédent).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE daté du 13 octobre 2023 et le Q18 associé. Le rapport conclut à la présence de 15 NC, dont 2 concernant le Q18 (risque incendie). Toutes sont des non-conformités signalées pour la première fois. L'exploitant a présenté un devis du 22 mars 2024 de la société Héneau pour lever les non-conformités relatives aux risques incendie. L'exploitant a également indiqué avoir réalisé un contrôle par thermographie daté du 18 janvier 2024, faisant état de 2 non-conformités. L'exploitant a présenté également un devis du 22 mars 2024 de la société Héneau pour lever ces 2 non-conformités. L'absence de non-conformité récurrentes est de nature à faire penser que les installations sont entretenues. En revanche, l'inspection note la réalisation de devis tardif et proche de la date d'inspection (vu aussi sur les autres points de contrôle). Observation : L'exploitant doit faire réaliser ses devis plus rapidement pour la levée des non-conformités. Ce point pourra être contrôlé lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

<ul style="list-style-type: none"> - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie comprenant les plans et les informations requises par la réglementation.</p> <p>L'exploitant a présenté le schéma d'alerte. Ce schéma d'alerte correspond à un fonctionnement en période ouvrée. Le schéma d'alerte en période fermée doit être expliqué dans le plan de défense incendie. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le schéma d'alerte en période de fermeture de l'établissement, l'exploitant n'a pas été en mesure de le transmettre.</p> <p>Observation : L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter un message type d'alerte aux services de secours afin que le message transmis au 18 soit le plus complet possible.</p> <p>Non-conformité n°6 : Contrairement à l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le schéma d'alerte des services de secours en période de fermeture. L'exploitant devra le présenter et l'ajouter dans le plan de défense incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 11 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son compte rendu d'exercice du 19 juillet 2023. Cet exercice aborde l'évacuation mais il est également vérifié que la vanne de sectionnement des eaux est fermée et que les énergies sont coupées (gaz et électricité). Observation : L'inspection demande à ce que l'exercice de défense incendie comprenne également un appel aux pompiers (indiquant bien que c'est un exercice), une partie relative à la bonne mise à disposition des documents et une partie de gestion des poids lourds arrivant sur site (ne pas les faire rentrer sur site et faire en sorte qu'ils ne gênent pas l'arrivée des secours dans la rue).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Portes piétons coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Portes piétons coupe-feu
Prescription contrôlée : [...] les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la porte piétonne coupe-feu entre les bureaux et la cellule adjacente est laissée ouverte sans dispositif automatique de fermeture. Non-conformité n°7 : Contrairement à l'article 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne dispose pas de dispositif automatique de fermeture pour la porte coupe-feu entre les bureaux et une cellule de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17.
Thème(s) : Risques accidentels, Charge de batteries
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que des points de charge de chariots élévateurs sont présents en cellule. Ces points de charge sont destinés aux chariots élévateurs avec un mât trop haut pour passer par les portes inter-cellules. Ces chariots sont à proximité de stockage (moins de 3 mètres). Par ailleurs, ces chariots sont à batterie plomb. Suite à la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de démontrer que la charge de ces chariots ne présente pas de risque d'émanation d'hydrogène. L'exploitant n'a transmis aucune information technique concernant les batteries des chariots. Non-conformité n°8 : Contrairement à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les zones de charges de chariots élévateurs sont disposées correctement : - soit les batteries ne produisent pas de gaz, dans ce cas, il est nécessaire de présenter la documentation technique à l'inspection et il est nécessaire d'éloigner les stockages à côté de ces zones de charge ; - soit les batteries produisent des gaz et les zones de charge doivent alors être dans un local dédié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois